

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (87)664

Vol. 1987/0310

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

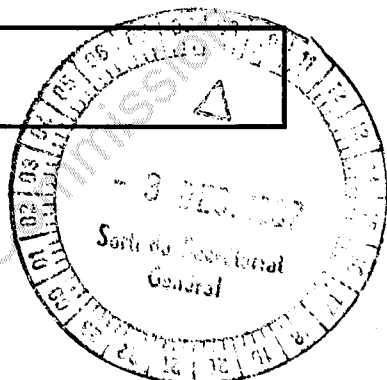
E/1590/87

ACCELEREE

Délai:

MERCREDI 9 DECEMBRE 1987 - 12 H.

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101



Objet : Contingent tarifaire communautaire
- certaines variétés de polyéther

Proposition de LORD COCKFIELD

DECISION PROPOSEE :

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour le polyéther, avec des chaînes de polyacrylonitrile, même contenant du styrène,
- accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire

A la suite d'une demande présentée par les autorités belges, les services de la Commission ont été amenés à examiner, avec les experts gouvernementaux, l'opportunité d'ouvrir pour certaine qualité de polyéther, un contingent tarifaire à droit nul, pour faire face à la carence momentanée de l'usine de production, endommagée par une explosion. Cet examen a fait apparaître qu'une solution visant à ouvrir un contingent tarifaire à droit nul pour ledit produit d'un volume de 5.000 tonnes pour une période s'étendant du 1er décembre 1987 au 31 janvier 1988, pourrait recueillir un accord unanime des États membres, sans pour autant perturber le marché communautaire des produits en question. Tel est l'objet de la présente proposition.

p.j. :

Copie à : MM. VILAR, BRAUN, MOREL, KRENZLER,
MAYHEW, DEWOST

R. GACHOT
Directeur

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

I. Direction générale responsable : UNION DOUANIÈRE ET FISCALITE
INDIRECTE

Services associés :

- pour accord -

D.G. du Marché intérieur et des
Affaires industrielles : accord

D.G. des Budgets : accord

Task Force PME : accord

- pour avis -

Service juridique : avis favorable (sous réserve d'une
dernière vérification du texte).

II. Langue (original : F)

III. Consultation : du Parlement européen : facultative et pas souhaitée,
: du C.E.S. : le Service suggère de ne pas y
: recourir compte de l'importance
: mineure du dossier.

Le document est disponible au Secrétariat général (BERL. 11/101) pour
consultation, dans toutes les langues officielles.

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

En accord avec les Etats membres, l'entrée en vigueur de la mesure tarifaire est prévue pour le plus tôt possible et au plus tard le 1er décembre 1987

Date préconisée pour :

la décision du Conseil : novembre 1987.

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 28 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire autonome pour certaine variété de polyéther
4. Objectif : Ouvrir, à des conditions plus favorables, les besoins d'importations des industries communautaires

5. Mode de calcul :

Code de la N.C. : ex 3907 20 19 et ex 3907 20 91

Volume du contingent: 5 000 tonnes

Droits à appliquer : 0 %

Droits normal : 7,6 %

6. Perte de recettes :

Valeur d'une tonne : 11 616,5 écus

Valeur de 5 000 tonnes : 58 082 500 écus

Perte : 4 414 270 écus

Nouvelle mesure tarifaire.

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

I. Quelle est la justification principale de la mesure?

Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables

II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ?

- note t'on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ?

- éligibles au Feder ?

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

Néant

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées

indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Néant

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.

- sur l'emploi ?

- Maintien ou amélioration de l'emploi

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux.

EXPOSE DES MOTIFS

1. A la suite d'une demande présentée par les autorités belges, les services de la Commission ont été amenés à examiner, avec les experts gouvernementaux, l'opportunité d'ouvrir pour certaine qualité de polyéther, un contingent tarifaire à droit nul, pour faire face à la carence momentanée de l'usine de production, endommagée par une explosion.
2. Cet examen a fait apparaître qu'une solution visant à ouvrir un contingent tarifaire à droit nul pour le polyéther, avec des chaînes de polyacrylonitrile, même contenant du styrène, d'un volume de 5 000 tonnes pour une période s'étendant du 1er décembre 1987 au 31 janvier 1988, pourrait recueillir un accord unanime des Etats membres, sans pour autant perturber le marché communautaire des produits en question.

Tel est l'objet de la présente proposition.

Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) N° DU CONSEIL
du

portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire
communautaire pour certaine qualité de polyéther

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 28,

vu la proposition de la Commission,
considérant que l'approvisionnement de la Communauté
en polyéther, avec des chaînes de polyacrylonitrile, même contenant du
styrène, dépend actuellement et momentanément d'importations

en provenance de pays tiers; qu'il est de l'intérêt de la
Communauté de suspendre totalement le droit normal applicable
pour les produits en question, dans la
limite d'un contingent tarifaire communautaire d'un
volume approprié; que, pour ne pas mettre en cause les
perspectives de développement de la production de ce produit
dans la Communauté tout en assurant l'approvisionnement
satisfaisant des industries utilisatrices, il convient de
limiter le bénéfice du contingent tarifaire à une quantité de 5 000 tonnes et
d'ouvrir ce contingent tarifaire pour la
période du 1^{er} décembre 1987 au 31 janvier 1988 ;

considérant qu'il y a lieu de garantir notamment l'accès
égal et continu de tous les importateurs de la Communauté
audit contingent et l'application, sans interruption,
des taux prévus pour ce contingent à toutes les importations
du produit en question dans tous les États membres,
jusqu'à épuisement du contingent; que, dans le cas
présent, il convient de ne pas prévoir de répartition entre
les États membres, sans préjudice du tirage, sur le volume
contingentaire, des quantités qui correspondent à leurs
besoins dans les conditions et selon la procédure prévue à
l'article 1^{er} paragraphe 2; que ce mode de gestion requiert
une collaboration étroite entre les États membres et la
Commission, laquelle doit notamment pouvoir suivre
l'état d'épuisement du volume contingentaire et en
informer les États membres;

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des
Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg étant réunis et
représentés par l'union économique du Benelux, toute
opération relative à la gestion des quotes-parts attribuées à
ladite union économique peut être effectuée par l'un de
ses membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. A partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement et jusqu'au 31 janvier 1988, le droit de douane applicable à l'importation des produits désignés ci-après est suspendu au niveau et dans la limite d'un contingent tarifaire communautaire indiqués en regard :

Numéro d'ordre	N° du tarif douanier commun	Code de la nomenclature combinée (1)	Désignation des marchandises	Volume du contingent	Droit contingentaire
09.2783	ex 39.01 C VII b)2	ex 3907 20 19. ex 3907 20 90	Polyéther, avec des chaînes de polyacrylonitrile, même contenant du styrène	5 000 tonnes	0 %

Dans la limite de ce contingent tarifaire, l'Espagne et le Portugal appliquent des droits calculés conformément aux dispositions fixées en la matière dans l'acte d'adhésion.

2. Si un importateur fait état d'importations imminentes du produit en question dans un État membre et qu'il y demande le bénéfice du contingent, l'État membre intéressé procède, par voie de notification à la Commission, à un tirage d'une quantité correspondant à ses besoins, dans la mesure où le solde disponible du contingent le permet.

3. Les tirages effectués en application du paragraphe 2 sont valables jusqu'à la fin de la période contingente.

Article 2

1. Les États membres prennent toutes les dispositions utiles pour que les tirages qu'ils ont effectués en application de l'article 1^{er} paragraphe 2 rendent possibles les imputations, sans discontinuité, sur leurs parts cumulées du contingent communautaire.

2. Chaque État membre garantit aux importateurs du produit en question le libre accès au contingent tant que le solde du volume contingente le permet.

3. Les États membres procèdent à l'imputation des importations du produit en question sur leurs tirages au fur et à mesure que les produits sont présentés en douane sous le couvert de déclarations de mise en libre pratique.

(1) Les numéros repris dans la colonne "Code de la nomenclature combinée" remplaceront ceux figurant dans la colonne "Numéro du tarif douanier commun" à partir du 1^{er} janvier 1988.

4. L'état d'épuisement du contingent est constaté sur la base des importations imputées dans les conditions définies au paragraphe 3.

Article 3

À la demande de la Commission, les États membres l'informent des importations du produit en question effectivement imputées sur le contingent.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Article 4

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin d'assurer le respect du présent règlement.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur le premier jour qui suit celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Par le Conseil

Le président

Historical Archives of the European Commission

TEMA D

Bruxelles, le décembre 1987

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

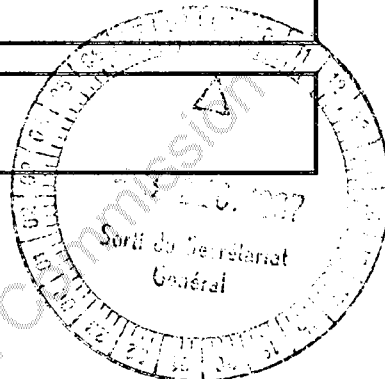
E/1590/87

ACCELEREE

Délai:

MERCREDI 9 DECEMBRE 1987 - 12 H.

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101



Objet : Contingent tarifaire communautaire
- certaines variétés de polyéther

Proposition de LORD COCKFIELD

DECISION PROPOSEE :

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour le polyéther, avec des chaînes de polyacrylonitrile, même contenant du styrène,
- accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire

A la suite d'une demande présentée par les autorités belges, les services de la Commission ont été amenés à examiner, avec les experts gouvernementaux, l'opportunité d'ouvrir pour certaine qualité de polyéther, un contingent tarifaire à droit nul, pour faire face à la carence momentanée de l'usine de production, endommagée par une explosion. Cet examen a fait apparaître qu'une solution visant à ouvrir un contingent tarifaire à droit nul pour ledit produit d'un volume de 5.000 tonnes pour une période s'étendant du 1er décembre 1987 au 31 janvier 1988, pourrait recueillir un accord unanime des Etats membres, sans pour autant perturber le marché communautaire des produits en question. Tel est l'objet de la présente proposition.

p.j. :

Copie à : MM. VILAR, BRAUN, MOREL, KRENZLER,
MAYHEW, DEWOST

R. GACHOT
Directeur

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

I. Direction générale responsable : UNION DOUANIÈRE ET FISCALITE
INDIRECTE

Services associés :

- pour accord -

D.G. du Marché intérieur et des
Affaires industrielles : accord

D.G. des Budgets : accord

Task Force PME : accord

- pour avis -

Service juridique : avis favorable (sous réserve d'une
dernière vérification du texte).

II. Langue (original : F)

III. Consultation : du Parlement européen : facultative et pas souhaitée,
: du C.E.S. : le Service suggère de ne pas y
recourir compte de l'importance
: mineure du dossier.

Le document est disponible au Secrétariat général (BERL. 11/101) pour
consultation, dans toutes les langues officielles.

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

En accord avec les Etats membres, l'entrée en vigueur de la mesure tarifaire est prévue pour le plus tôt possible et au plus tard le 1er décembre 1987

Date préconisée pour :

la décision du Conseil : novembre 1987.

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 28 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire autonome pour certaine variété de polyéther
4. Objectif : Ouvrir, à des conditions plus favorables, les besoins d'importations des industries communautaires

5. Mode de calcul :

Code de la N.C. : ex 3907 20 19 et ex 3907 20 91

Volume du contingent: 5 000 tonnes

Droits à appliquer : 0 %

Droits normal : 7,6 %

6. Perte de recettes :

Valeur d'une tonne : 11 616,5 écus

Valeur de 5 000 tonnes : 58 082 500 écus

Perte : 4 414 270 écus

Nouvelle mesure tarifaire.

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

I. Quelle est la justification principale de la mesure?

Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables

II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ?

- note t'on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ?

- éligibles au Feder ?

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

Néant

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées

indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Néant

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.

- sur l'emploi ?

Maintien ou amélioration de l'emploi

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux.

BEGRÜNDUNG

1. Aufgrund eines von den belgischen Behörden vorgelegten Antrags haben die Dienststellen der Kommission mit den Regierungssachverständigen geprüft ob es zweckmässig ist für eine bestimmte Polyetherart ein zollfreies Zollkontingent zu eröffnen, um den zeitweiligen Schwierigkeiten der Herstellerfirma, die durch eine Explosion beschädigt worden ist, entgegen zu treten.
2. Die Prüfung hat ergeben, dass eine Lösung, die darauf abzielt, ein zollfreies Gemeinschaftskontingent für Polyether mit Polyacrylonitrilketten, auch Styrol enthaltend, in Höhe von 5 000 Tonnen für den Zeitraum vom 1. Dezember 1987 bis 31. Januar 1988 zu eröffnen, einstimmige Zustimmung der Mitgliedstaaten finden würde, ohne den Gemeinschaftsmarkt der betroffenen Erzeugnisse zu stören.

Dies ist Gegenstand dieses Vorschlags.

Vorschlag einer Verordnung (EWG) des Rates
vom

zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung eines Gemeinschaftszollkontingents
für eine bestimmte Polyetherart

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen
Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 28,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe :

Die Versorgung der Gemeinschaft mit Polyether mit Polyacrylonitrilketten, auch Styrol enthaltend, hängt gegenwärtig und zeitweilig von der Einfuhr aus Drittländern ab. Es liegt im Interesse der Gemeinschaft, den normalen gültigen Zollsatz für die betreffenden Waren im Rahmen eines Gemeinschaftszollkontingents von angemessener Höhe vollständig auszusetzen. ~~Nom~~ Die Entwicklungsaussichten der Erzeugung dieser Ware in der Gemeinschaft nicht zu gefährden, zugleich aber eine ausreichende Versorgung der Verbraucherindustrie zu gewährleisten, ist das Zollkontingent auf 5 000 Tonnen zu begrenzen und für den Zeitraum vom 31. Dezember 1987 bis 1. Januar zu eröffnen.

Es ist vor allem sicherzustellen, daß alle Importeure der Gemeinschaft gleichen und kontinuierlichen Zugang zu diesem Kontingent haben und daß die vorgesehenen Kontingentzollsätze fortlaufend auf sämtliche Einfuhren der betreffenden Ware in allen Mitgliedstaaten bis zur Ausschöpfung des Kontingents angewandt werden. Im vorliegenden Fall sollte keine Aufteilung zwischen den Mitgliedstaaten vorgesehen werden, unbeschadet der

Möglichkeit, unter den Bedingungen des Artikels 1 Absatz 2 und gemäß dem dort vorgesehenen Verfahren Mengen aus dem Kontingent zu ziehen, die dem Bedarf des betreffenden Mitgliedstaats entsprechen. Diese Art der Verwaltung erfordert eine enge Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten und der Kommission, die vor allem die Möglichkeit haben muß, den Stand der Ausnutzung der Kontingentsmenge zu verfolgen, und die die Mitgliedstaaten davon unterrichten muß.

Da sich das Königreich Belgien, das Königreich der Niederlande und das Großherzogtum Luxemburg zu der Wirtschaftsunion Benelux zusammengeschlossen haben und durch diese vertreten werden, kann jede Maßnahme im Zusammenhang mit der Verwaltung der dieser Wirtschaftsunion zugeteilten Quoten durch eines ihrer Mitglieder vorgenommen werden —

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

- (1) Vom Inkrafttreten dieser Verordnung bis zum 31. Januar 1988 wird der bei der Einfuhr geltende Zollsatz der nachstehenden Waren im Rahmen des angegebenen Gemeinschaftszollkontingents auf folgende Höhe ausgesetzt :

Lfd.	Nr. des Gemeinsamen Zollltarifs	KN Code (1)	Warenbezeichnung	Kontingentsmenge	Kontingentszollsatz
09.2783	ex 39.01 C VII b) 2	ex 3907 20 19 ex 3907 20 90	Polyether mit Polyacrylonitrilketten, auch Styrol enthaltend	5 000 Tonnen	0 %

In den Grenzen dieses Zollkontingents wenden Spanien und Portugal Zollsätze an, die entsprechend den diesbezüglichen Vorschriften der Beitrittsakte berechnet werden.

- (2) Wenn ein Einführer bevorstehende Einfuhren der betreffenden Ware in einen Mitgliedstaat ankündigt und dafür die Teilnahme am Kontingent beantragt, zieht dieser Mitgliedstaat durch Mitteilung an die Kommission eine seinem Bedarf entsprechende Menge, soweit der Rest des Kontingents ausreicht.

- (3) Die in Anwendung von Absatz 2 erfolgten Ziehungen gelten bis zum Ende des Kontingentszeitraums.

Artikel 2

- (1) Die Mitgliedstaaten treffen die erforderlichen Maßnahmen, damit die gemäß Artikel 1 Absatz 2 erfolgten Ziehungen fortlaufend auf ihren kumulierten Anteil an dem Gemeinschaftszollkontingent angerechnet werden können.

- (2) Jeder Mitgliedstaat garantiert den Importeuren der betreffenden Ware freien Zugang zu dem Kontingent, soweit der Rest der Kontingentsmenge ausreicht.

- (3) Die Mitgliedstaaten rechnen die Einfuhren der betreffenden Ware nach Maßgabe der Gestellung der Waren bei der Zollstelle mit einer Anmeldung zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr auf ihre Ziehungen an.

- (1) Die Nummern in der Spalte "KN Code" ersetzen ab 1. Januar 1988 die Nummer in der Spalte "Nummer des Gemeinsamen Zollltarifs."

(4) Der Stand der Ausschöpfung des Kontingents wird anhand der gemäß Absatz 3 angerechneten Einfuhren festgestellt.

Artikel 3

Auf Ersuchen der Kommission teilen ihr die Mitgliedstaaten mit, welche Einfuhren tatsächlich auf das Kontingent angerechnet worden sind.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Artikel 4

Die Mitgliedstaaten und die Kommission arbeiten im Hinblick auf die Einhaltung dieser Verordnung eng zusammen.

Artikel 5

Diese Verordnung tritt am Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Im Namen des Rates

Der Präsident

Historical Archives of the European Commission

TEXTE E

Bruxelles, le 2 décembre 1987

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

E/1590/87

ACCELEREE

Délai:

MERCREDI 9 DECEMBRE 1987 - 12 H.

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Contingent tarifaire communautaire
- certaines variétés de polyéther

Proposition de LORD COCKFIELD

DECISION PROPOSEE :

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour le polyéther, avec des chaînes de polyacrylonitrile, même contenant du styrène, accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire

A la suite d'une demande présentée par les autorités belges, les services de la Commission ont été amenés à examiner, avec les experts gouvernementaux, l'opportunité d'ouvrir pour certaine qualité de polyéther, un contingent tarifaire à droit nul, pour faire face à la carence momentanée de l'usine de production, endommagée par une explosion. Cet examen a fait apparaître qu'une solution visant à ouvrir un contingent tarifaire à droit nul pour ledit produit d'un volume de 5.000 tonnes pour une période s'étendant du 1er décembre 1987 au 31 janvier 1988, pourrait recueillir un accord unanime des Etats membres, sans pour autant perturber le marché communautaire des produits en question. Tel est l'objet de la présente proposition.

p.j. :

Copie à : MM. VILAR, BRAUN, MOREL, KRENZLER,
MAYHEW, DEWOST

R. GACHOT
Directeur

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

I. Direction générale responsable : UNION DOUANIÈRE ET FISCALITÉ
INDIRECTE

Services associés :

- pour accord -

D.G. du Marché intérieur et des
Affaires industrielles : accord

D.G. des Budgets : accord

Task Force PME : accord

- pour avis -

Service juridique : avis favorable (sous réserve d'une
dernière vérification du texte).

II. Langue (original : F)

III. Consultation : du Parlement européen : facultative et pas souhaitée,
: du C.E.S. : le Service suggère de ne pas y
recourir compte de l'importance
: mineure du dossier.

Le document est disponible au Secrétariat général (BERL. 11/101) pour
consultation, dans toutes les langues officielles.

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

En accord avec les Etats membres, l'entrée en vigueur de la mesure tarifaire est prévue pour le plus tôt possible et au plus tard le 1er décembre 1987

Date préconisée pour :

la décision du Conseil : novembre 1987.

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 28 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire autonome pour certaine variété de polyéther
4. Objectif : Ouvrir, à des conditions plus favorables, les besoins d'importations des industries communautaires

5. Mode de calcul :

Code de la N.C. : ex 3907 20 19 et ex 3907 20 91

Volume du contingent: 5 000 tonnes

Droits à appliquer : 0 %

Droits normal : 7,6 %

6. Perte de recettes :

Valeur d'une tonne : 11 616,5 écus

Valeur de 5 000 tonnes : 58 082 500 écus

Perte : 4 414 270 écus

Nouvelle mesure tarifaire.

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

I. Quelle est la justification principale de la mesure?

Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables

II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ?

- note t'on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ?

- éligibles au Feder ?

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

Néant

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées

indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Néant

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.

- sur l'emploi ?

Maintien ou amélioration de l'emploi

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux.

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. Following receipt of a request from the Belgian authorities, the Commission services examined in conjunction with government experts, the possibility of opening a duty-free tariff quota for a certain type of polyether, in order to counter the temporary cessation of production by a factory which suffered explosion damage.
2. This examination indicated that the opening of a 5 000 tonnes duty-free tariff quota for polyether with polyacrylonitrile chains, with or without styrene, for a period from 1st December 1987 to 31 January 1988, would receive unanimous support from Member States and would not disturb the Community market for the products in question.

This is the purpose of this proposal.

COUNCIL REGULATION (EEC)

of

opening, allocating and providing for the administration of a Community tariff quota for certain quality of polyether

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 28 thereof,

Having regard to the proposal of the Commission,

Whereas the Community currently depends on imports from third countries for its supplies of polyether with polyacrylonitrile chains, whether or not containing styrene, depends at present and temporarily on imports ; whereas it is in the Community's interest to fully suspend the normal duty applicable

product in question, within a Community tariff quota of an appropriate volume ; whereas in order not to interfere with the prospects for developing fruit production in the Community and at the same time ensure an adequate supply to satisfy user industries, it is advisable to limit the benefit of the tariff quota to a quantity of 5 000 tonnes to open the quota for the period 1 December 1987 to 31 January 1988.

Whereas it is in particular necessary to allow all Community importers equal and uninterrupted access to the quota and to ensure uninterrupted application of the rates laid down for that quota to all imports of the products concerned into all Member States until the quota has been used up ; whereas, in the present case, it seems advisable not to allocate this quota among the Member States but to allow them to draw against the quota volume such

quantities as they may need, under the conditions and according to the procedure specified in Article 1 (2) ; whereas this method of management requires close cooperation between the Member States and the Commission and the latter must, in particular, be able to monitor the rate at which the quota is being used up and inform the Member States thereof ;

Whereas, since the Kingdom of Belgium, the Kingdom of the Netherlands and the Grand Duchy of Luxembourg are united within, and jointly represented by, the Benelux Economic Union, all transactions concerning the administration of shares allocated to that economic union may be carried out by any of its members,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

1. From the date of entry into force of this Regulation and until 31 January 1988, the customs duty applicable to imports of the products listed below shall be suspended at the level and within the limits of a Community tariff quota as follows :

Order No	CCT No	Combined Nomenclature code (1)	Description	Volume of quota	Quota duty
99.2783	ex 39.01 C VII b) 2	ex 3907 20 19 ex 3907 20 90	Polyether with polyacrylonitrile chains, whether or not containing styrene	5 000 tonnes	0 %

Within the limits of this tariff quota, Spain and Portugal shall apply customs duties calculated in accordance with the relevant provisions in the Act of Accession.

2. If an importer indicates that he is about to import the product in question into a Member State and requests the benefit of the quota, the Member State concerned shall inform the Commission and draw an amount corresponding to these requirements to the extent that the available balance of the reserve so permits.

3. The shares drawn pursuant to paragraph 2 shall be valid until the end of the quota period.

Article 2

1. Member States shall take all appropriate measures to ensure that they draw from the quota in accordance with Article 1 (2) in such a way that imports may be charged without interruption against their aggregate shares of the Community quota.
2. Each Member State shall ensure that importers of the said goods have access to the quota so long as the residual balance of the quota volume so permits.
3. Member States shall charge imports of the said goods against their drawings as and when the goods are entered for free circulation.

(1) The numbers indicated in the column "Combined Nomenclature code" will replace those in the "Common Customs Tariff No" column from 1 January 1988.

4. The extent to which the quota has been used up shall be determined on the basis of the imports charged in accordance with paragraph 3.

Article 3

At the request of the Commission, Member States shall inform it of imports actually charged against the quota.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

Article 4

The Member States and the Commission shall collaborate closely in order to ensure that this Regulation is complied with.

Article 5

This Regulation shall enter into force on the first day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

For the Council

The President

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

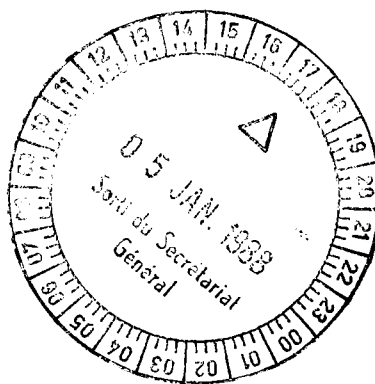
COM(87) 664 final

Bruxelles, le 9 décembre 1987

Proposition de REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent
tarifaire communautaire pour certaine qualité de polyéther

(présentée par la Commission au Conseil)



COM(87) 664 final

EXPOSE DES MOTIFS

1. A la suite d'une demande présentée par les autorités belges, les services de la Commission ont été amenés à examiner, avec les experts gouvernementaux, l'opportunité d'ouvrir pour certaine qualité de polyéther, un contingent tarifaire à droit nul, pour faire face à la carence momentanée de l'usine de production, endommagée par une explosion.
2. Cet examen a fait apparaître qu'une solution visant à ouvrir un contingent tarifaire à droit nul pour le polyéther, avec des chaînes de polyacrylonitrile, même contenant du styrène, d'un volume de 5 000 tonnes pour une période s'étendant du 1er décembre 1987 au 31 janvier 1988, pourrait recueillir un accord unanime des Etats membres, sans pour autant perturber le marché communautaire des produits en question.

Tel est l'objet de la présente proposition.

Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire
communautaire pour certaine qualité de polyéther

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 28,

vu la proposition de la Commission,
considérant que l'approvisionnement de la Communauté
en polyéther, avec des chaînes de polyacrylonitrile, même contenant du
styrène, dépend actuellement et momentanément d'importations

en provenance de pays tiers; qu'il est de l'intérêt de la
Communauté de suspendre totalement le droit normal applicable
pour les produits en question, dans la
limite d'un contingent tarifaire communautaire d'un
volume approprié; que, pour ne pas mettre en cause les
perspectives de développement de la production de ce produit
dans la Communauté tout en assurant l'approvisionnement
satisfaisant des industries utilisatrices, il convient de
limiter le bénéfice du contingent tarifaire à une quantité de 5 000 tonnes et
d'ouvrir ce contingent tarifaire pour la
période du 1^{er} décembre 1937 au 31 janvier 1988 ;

considérant qu'il y a lieu de garantir notamment l'accès
égal et continu de tous les importateurs de la Communauté
audit contingent et l'application, sans interruption,
des taux prévus pour ce contingent à toutes les importations
du produit en question dans tous les États membres,
jusqu'à épuisement du contingent; que, dans le cas
présent, il convient de ne pas prévoir de répartition entre
les États membres, sans préjudice du tirage, sur le volume
contingentaire, des quantités qui correspondent à leurs
besoins dans les conditions et selon la procédure prévue à
l'article 1^{er} paragraphe 2; que ce mode de gestion requiert
une collaboration étroite entre les États membres et la
Commission, laquelle doit notamment pouvoir suivre
l'état d'épuisement du volume contingentaire et en
informer les États membres;

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des
Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg étant réunis et
représentés par l'union économique du Benelux, toute
opération relative à la gestion des quotes-parts attribuées à
ladite union économique peut être effectuée par l'un de
ses membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

4-

1. A partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement et jusqu'au 31 janvier 1988, le droit de douane applicable à l'importation des produits désignés ci-après est suspendu au niveau et dans la limite d'un contingent tarifaire communautaire indiqués en regard :

Numéro d'ordre	N° du tarif douanier commun	Code de la nomenclature combinée (1)	Désignation des marchandises	Volume du contingent	Droit contingentaire
09.2783	ex 39.01 C VII b)2	ex 3907 20 19, ex 3907 20 90	Polyéther, avec des chaînes de polyacrylonitrile, même contenant du styrène	5 000 tonnes	0 %

Dans la limite de ce contingent tarifaire, l'Espagne et le Portugal appliquent des droits calculés conformément aux dispositions fixées en la matière dans l'acte d'adhésion.

2. Si un importateur fait état d'importations imminentes du produit en question dans un État membre et qu'il y demande le bénéfice du contingent, l'État membre intéressé procède, par voie de notification à la Commission, à un tirage d'une quantité correspondant à ses besoins, dans la mesure où le solde disponible du contingent le permet.

3. Les tirages effectués en application du paragraphe 2 sont valables jusqu'à la fin de la période contingente.

Article 2

1. Les États membres prennent toutes les dispositions utiles pour que les tirages qu'ils ont effectués en application de l'article 1^{er} paragraphe 2 rendent possibles les imputations, sans discontinuité, sur leurs parts cumulées du contingent communautaire.
2. Chaque État membre garantit aux importateurs du produit en question le libre accès au contingent tant que le solde du volume contingentaire le permet.
3. Les États membres procèdent à l'imputation des importations du produit en question sur leurs tirages au fur et à mesure que les produits sont présentés en douane sous le couvert de déclarations de mise en libre pratique.

-
- (1) Les numéros repris dans la colonne "Code de la nomenclature combinée" remplaceront ceux figurant dans la colonne "Numéro du tarif douanier commun" à partir du 1^{er} janvier 1988.

4. L'état d'épuisement du contingent est consaté sur la base des importations imputées dans les conditions définies au paragraphe 3.

Article 3

À la demande de la Commission, les États membres l'informent des importations du produit en question effectivement imputées sur le contingent.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Article 4

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin d'assurer le respect du présent règlement.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur le premier jour qui suit celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Par le Conseil

Le président

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

I. Quelle est la justification principale de la mesure?
Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables

II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées
En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ?
- note t'on des concentrations dans des régions :
 - éligibles aux aides régionales des E.M. ?
 - éligibles au Feder ?

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?
Néant

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?
Néant

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON
- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.
 - sur l'emploi ?
- Maintien ou amélioration de l'emploi

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON
- avis des partenaires sociaux.

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

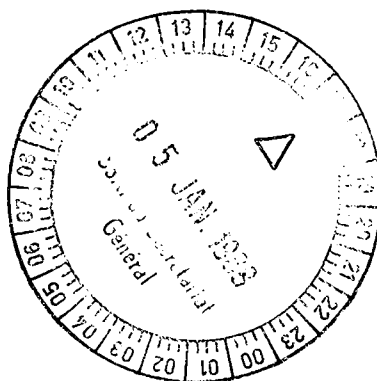
KOM(87) 664 endg.

Brüssel, den 9. Dezember 1987

Vorschlag einer VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung eines Gemeinschaftszoll-
kontingents für eine bestimmte Polyesterart

(Von der Kommission vorgelegt)



BEGRÜNDUNG

1. Aufgrund eines von den belgischen Behörden vorgelegten Antrags haben die Dienststellen der Kommission mit den Regierungssachverständigen geprüft ob es zweckmässig ist für eine bestimmte Polyetherart ein zollfreies Zollkontingent zu eröffnen, um den zeitweiligen Schwierigkeiten der Herstellerfirma, die durch eine Explosion beschädigt worden ist, entgegen zu treten.
2. Die Prüfung hat ergeben, dass eine Lösung, die darauf abzielt, ein zollfreies Gemeinschaftskontingent für Polyether mit Polyacrylonitrilketten, auch Styrol enthaltend, in Höhe von 5 000 Tonnen für den Zeitraum vom 1. Dezember 1987 bis 31. Januar 1988 zu eröffnen, einstimmige Zustimmung der Mitgliedstaaten finden würde, ohne den Gemeinschaftsmarkt der betroffenen Erzeugnisse zu stören.

Dies ist Gegenstand dieses Vorschlags.

Historical Archives of the European Commission

Vorschlag einer Verordnung (EWG) des Rates

zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung eines Gemeinschaftszollkontingents
für eine bestimmte Polyetherart

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen
Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 28,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe :

Die Versorgung der Gemeinschaft mit Polyether mit Polyacrylonitrilketten, auch Styrol enthaltend, hängt gegenwärtig und zeitweilig von der Einfuhr aus Drittländern ab. Es liegt im Interesse der Gemeinschaft, den normalen gültigen Zollsatz für die betreffenden Waren im Rahmen eines Gemeinschaftszollkontingents von angemessener Höhe vollständig auszusetzen. Vom die Entwicklungsaussichten der Erzeugung dieser Ware in der Gemeinschaft nicht zu gefährden, zugleich aber eine ausreichende Versorgung der Verbraucherindustrie zu gewährleisten, ist das Zollkontingent auf 5 000 Tonnen zu begrenzen und für den Zeitraum vom 31. Dezember 1987 bis 1. Januar zu eröffnen.

Es ist vor allem sicherzustellen, daß alle Importeure der Gemeinschaft gleichen und kontinuierlichen Zugang zu diesem Kontingent haben und daß die vorgesehenen Kontingentzollsätze fortlaufend auf sämtliche Einfuhren der betreffenden Ware in allen Mitgliedstaaten bis zur Ausschöpfung des Kontingents angewandt werden. Im vorliegenden Fall sollte keine Aufteilung zwischen den Mitgliedstaaten vorgesehen werden, unbeschadet der

Möglichkeit, unter den Bedingungen des Artikels 1 Absatz 2 und gemäß dem dort vorgesehenen Verfahren Mengen aus dem Kontingent zu ziehen, die dem Bedarf des betreffenden Mitgliedstaats entsprechen. Diese Art der Verwaltung erfordert eine enge Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten und der Kommission, die vor allem die Möglichkeit haben muß, den Stand der Ausnutzung der Kontingentsmenge zu verfolgen, und die die Mitgliedstaaten davon unterrichten muß.

Da sich das Königreich Belgien, das Königreich der Niederlande und das Großherzogtum Luxemburg zu der Wirtschaftsunion Benelux zusammengeschlossen haben und durch diese vertreten werden, kann jede Maßnahme im Zusammenhang mit der Verwaltung der dieser Wirtschaftsunion zugeteilten Quoten durch eines ihrer Mitglieder vorgenommen werden —

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

- (1) Vom Inkrafttreten dieser Verordnung bis zum 31. Januar 1988 wird der bei der Einfuhr geltende Zollsatz der nachstehenden Waren im Rahmen des angegebenen Gemeinschaftszollkontingents auf folgende Höhe ausgesetzt :

Lfd.	Nr. des Gemeinsamen Zolltarifs	KN Code (1)	Warenbezeichnung	Kontingentsmenge	Kontingentszollsatz
09.2783	ex 39.01 C VII b) 2	ex 3907 20 19 ex 3907 20 90	Polyether mit Polyacrylonitrilketten, auch Styrol enthaltend	5 000 Tonnen	0 %

In den Grenzen dieses Zollkontingents wenden Spanien und Portugal Zollsätze an, die entsprechend den diesbezüglichen Vorschriften der Beitrittsakte berechnet werden.

- (2) Wenn ein Einführer bevorstehende Einfuhren der betreffenden Ware in einen Mitgliedstaat ankündigt und dafür die Teilnahme am Kontingent beantragt, zieht dieser Mitgliedstaat durch Mitteilung an die Kommission eine seinem Bedarf entsprechende Menge, soweit der Rest des Kontingents ausreicht.

- (3) Die in Anwendung von Absatz 2 erfolgten Ziehungen gelten bis zum Ende des Kontingentszeitraums.

Artikel 2

- (1) Die Mitgliedstaaten treffen die erforderlichen Maßnahmen, damit die gemäß Artikel 1 Absatz 2 erfolgten Ziehungen fortlaufend auf ihren kumulierten Anteil an dem Gemeinschaftszollkontingent angerechnet werden können.

- (2) Jeder Mitgliedstaat garantiert den Importeuren der betreffenden Ware freien Zugang zu dem Kontingent, soweit der Rest der Kontingentsmenge ausreicht.

- (3) Die Mitgliedstaaten rechnen die Einfuhren der betreffenden Ware nach Maßgabe der Gestellung der Waren bei der Zollstelle mit einer Anmeldung zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr auf ihre Ziehungen an.

- (1) Die Nummern in der Spalte "KN Code" ersetzen ab 1. Januar 1988 die Nummer in der Spalte "Nummer des Gemeinsamen Zolltarifs."

(4) Der Stand der Ausschöpfung des Kontingents wird anhand der gemäß Absatz 3 angerechneten Einfuhren festgestellt.

Artikel 3

Auf Ersuchen der Kommission teilen ihr die Mitgliedstaaten mit, welche Einfuhren tatsächlich auf das Kontingent angerechnet worden sind.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Artikel 4

Die Mitgliedstaaten und die Kommission arbeiten im Hinblick auf die Einhaltung dieser Verordnung eng zusammen.

Artikel 5

Diese Verordnung tritt am Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Im Namen des Rates

Der Präsident

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

I. Quelle est la justification principale de la mesure?

Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables

II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ?

- note t'on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ?

- éligibles au Feder ?

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

Néant

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées

indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Néant

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.

- sur l'emploi ?

Maintien ou amélioration de l'emploi

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux.

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(87)664 def.

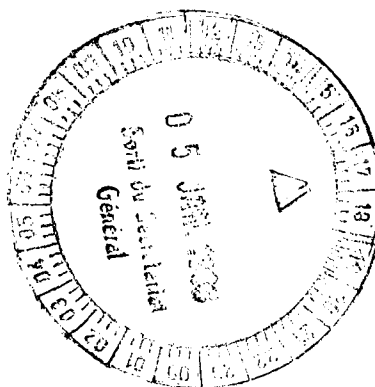
Bruxelles, 9 dicembre 1987

Proposta di

REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

recante apertura, ripartizione e modalità di gestione di un contingente
tariffario comunitario per talune qualità di polietere

(presentata dalla Commissione)



COM(87)664 def.

Relazione

1. A seguito di una domanda introdotta dalle autorità del Belgio, i servizi della Commissione hanno esaminato, con gli esperti dei governi, l'opportunità di aprire per alcune qualità di polietere, un contingente tariffario a dazio nullo, per sopperire alla momentanea carenza della fabbrica di produzione, danneggiata da un'esplosione.
2. Questo esame ha dimostrato che una soluzione che porta all'apertura di un contingente tariffario a dazio nullo per il polietere, con catene di poliacrilonitrile, anche contenente dello stirene, di un volume di 5.000 tonnellate per un periodo che va dal 1mo dicembre 1987 al 31 gennaio 1988, potrebbe ricevere l'accordo unanime degli Stati membri, senza che questo perturbi il mercato comunitario dei prodotti in questione.

Tale è l'oggetto della presente proposta.

dell

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITÀ EUROPEE.

vista la proposta della Commissione,

provenienti da paesi terzi; che è interesse della
Comunità di sospendere ~~per i prodotti in questione~~ ^{per i prodotti in questione, nei limiti di} ~~applicabile~~ ^{applicabile} ~~totalmente il dazio normale~~

provenienti da paesi terzi; che è interesse della Comunità di sospendere ~~per i prodotti in questione~~ ^{per i prodotti in questione, nei limiti di} ~~il detto contingente~~ ^{un contingente tariffario comunitario di un volume} ~~per i prodotti in questione~~ ^{adeguato; che per non compromettere le prospettive di} ~~il detto contingente~~ ^{sviluppo della produzione di questo prodotto nella Comunità} ~~per i prodotti in questione~~ ^{ed assicurare allo stesso tempo un approvvigionamento} ~~il detto contingente~~ ^{soddisfacente delle industrie utilizzatrici, è opportuno} ~~il detto contingente~~ ^{limitare il beneficio del contingente tariffario ad un quan-} ~~il detto contingente~~ ^{titativo di 5 000 tonnellate e aprire detto contingente per il} ~~il detto contingente~~ ^{periodo dal 1° dicembre 1987 al 31 gennaio 1988.}

considerando che occorre garantire, in particolare, l'uguaglianza e la continuità di accesso di tutti gli importatori della Comunità a detto contingente, nonché l'applicazione senza interruzione delle aliquote previste per detto contingente a tutte le importazioni del prodotto in questione in ciascuno degli Stati membri, fino ad esaurimento del contingente stesso; che nel caso presente non

sembra opportuno prevedere la ripartizione tra Stati membri, ferma restando la possibilità di prelevare dal volume contingenziale le quantità corrispondenti al loro fabbisogno alle condizioni e secondo la procedura prevista all'articolo 1, paragrafo 2; che tale metodo di gestione richiede una stretta collaborazione tra gli Stati membri e la Commissione, la quale deve, in particolare, poter seguire il grado di esaurimento del volume del contingente ed informarne gli Stati membri;

considerando che, poiché il Regno del Belgio, il Regno dei Paesi Bassi e il Granducato del Lussemburgo sono riuniti e rappresentati dall'unione economica Benelux, tutte le operazioni relative alla gestione delle quote attribuite a detta unione economica possono essere effettuate da uno dei suoi membri,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

1. A partire dalla data di entrata in vigore del presente regolamento e fino al 31.1.1988 il dazio doganale applicabile all'importazione dei prodotti sotto indicati è sospeso al livello e nei limiti di un contingente tariffario comunitario indicati a lato:

Numero d'ordine	Numero della tariffa doganale comune	Codice della nomenclatura combinata (1)	Designazione delle merci	Volume del contingente	Dazio contingente
09.2783	ex 39.01 C VII b) 2	ex 3907 20 19 <i>ex 3907 20 90</i>	Polietere, con catene di poli- acrilonitrile, anche contenente dello stirene	5 000 tonnellate	0 %

Nei limiti di detto contingente tariffario, la Spagna ed il Portogallo applicano dazi calcolati in conformità delle disposizioni stabilite in materia nell'atto di adesione.

2. Se un importatore annuncia importazioni imminenti del prodotto in questione in uno Stato membro ed ivi domanda il beneficio del contingente, lo Stato membro interessato procede, mediante notifica alla Commissione, al prelievo di una quantità corrispondente al fabbisogno, nella misura in cui lo consente il saldo disponibile del contingente.

3. I prelievi effettuati secondo il paragrafo 2 sono validi fino alla fine del periodo contingente.

Articolo 2

1. Gli Stati membri adottano le opportune disposizioni affinché i prelievi effettuati secondo l'articolo 1, paragrafo 2, rendano possibili le imputazioni senza discontinuità sulle loro quote cumulate del contingente comunitario.

2. Essi garantiscono agli importatori del prodotto in questione la possibilità di attingere liberamente al contingente finché lo consente il saldo del volume contingente.

3. Gli Stati membri procedono all'imputazione delle importazioni del prodotto in questione ai loro prelievi man mano che tale prodotto è presentato in dogana, accompagnato da dichiarazioni di messa in libera pratica.

(1) I numeri richiamati nella colonna "Codice della nomenclatura combinata" sostituiranno quelli che appaiono nella colonna "Numero della tariffa doganale comune" a partire dal 1° gennaio 1988.

4. Il grado di esaurimento del contingente viene rilevato in base alle importazioni imputate alle condizioni definite al paragrafo 3.

Articolo 3

A richiesta della Commissione, gli Stati membri la informano delle importazioni del prodotto in questione effettivamente imputate al contingente.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, addì

Articolo 4

Gli Stati membri e la Commissione collaborano strettamente affinché sia rispettato il presente regolamento.

Articolo 5

Il presente regolamento entra in vigore il primo giorno seguente quello della sua pubblicazione sulla Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee.

Per il Consiglio

Il Presidente

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

I. Quelle est la justification principale de la mesure?
Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables

II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ?
- note t'on des concentrations dans des régions :
 - éligibles aux aides régionales des E.M. ?
 - éligibles au Feder ?

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?
Néant

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?
Néant

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON
- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.
- sur l'emploi ?
Maintien ou amélioration de l'emploi

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON
- avis des partenaires sociaux.

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

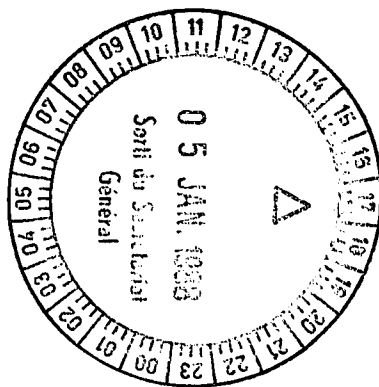
COM(87) 664 def.

Brussel, 9 december 1987

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

betreffende de opening, de verdeling en de wijze van beheer
van een communautair tariefcontingent
voor een bepaalde kwaliteit van polyether

(door de Commissie ingediend)



COM(87) 664 def.

TOELICHTING

1. Ingevolge een door de Belgische autoriteiten ingediend verzoek, hebben de diensten van de Commissie, samen met deskundigen van de regeringen, onderzocht of het opportuun is om voor een bepaalde kwaliteit van polyether een tariefcontingent met nulrecht te openen, ten einde het tijdelijk tekort dat door een ontploffing in een fabriek is ontstaan, op te vangen.
2. Uit dit onderzoek is gebleken dat de oplossing waarbij een tariefcontingent met nulrecht wordt geopend voor polyether, met polyacrylonitrilketens, ook indien styreen bevattend, met een omvang van 5 000 ton en voor een periode van 1 december 1987 tot en met 31 januari 1988, unaniem door de Lid-Staten goedgekeurd zou kunnen worden, zonder dat daardoor de communautaire markt van de betrokken goederen wordt verstoord.

Dit is het doel van het onderhavige voorstel.

Voorstel voor een
verordening (EEG) VAN DE RAAD

betreffende de opening, de verdeling en de wijze van beheer van een
communautair tariefcontingent voor een bepaalde kwaliteit van polyether

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,
inzonderheid op artikel 28,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Overwegende dat de bevoorrading van de Gemeenschap met polyether met polyacrylonitrilketens, ook indien styreen bevattend, momenteel van invoer uit derde landen afhankelijk is ; dat het in het belang is van de Gemeenschap het normale douanerecht voor de betrokken produkten, binnen de grenzen van een passend communautair tariefcontingent, volledig te schorsen ; dat het, ten einde de vooruitzichten van de groei van de communautaire produktie van dat produkt niet te schaden en om een toereikende voorziening van de verwerkende industrie te verzekeren, dienstig is het gebruik van het tariefcontingent te beperken tot een hoeveelheid van 5 000 ton en dit contingent te openen voor de periode van 1 december 1987 tot en met 31 januari 1988 ;

Overwegende dat met name dient te worden gewaarborgd dat alle importeurs van de Gemeenschap te allen tijde en in gelijke mate gebruik kunnen maken van genoemd contingent en dat het aan dat contingent verbonden recht in alle Lid-Staten zonder onderbreking wordt toegepast op alle invoer van het betrokken produkt tot het tijdstip waarop het contingent geheel is uitgeput ; dat het in het onderhavige geval dienstig lijkt om niet in een verdeling tussen de Lid-Staten te voorzien, onverminderd het

opnemen uit het contingent van hoeveelheden die overeenstemmen met hun behoeften onder de voorwaarden en volgens de procedure van artikel 1, lid 2 ; dat deze wijze van beheer een nauwe samenwerking vereist tussen de Lid-Staten en de Commissie, die met name de uitputtingsgraad van het contingent moet kunnen volgen en de Lid-Staten daarover moet kunnen inlichten ;

Overwegende dat, aangezien het Koninkrijk België, het Koninkrijk der Nederlanden en het Groothertogdom Luxemburg verenigd zijn in en vertegenwoordigd worden door de Benelux Economische Unie, elke handeling met betrekking tot het beheer van de aan genoemde Economische Unie toegewezen quota, kan worden verricht door één van haar leden,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING
VASTGESTELD :

Artikel 1

1. Vanaf de datum van inwerkingtreding van deze verordening en tot en met 31 december 1988 wordt het douanerecht bij de invoer van de hieronder genoemde produkten geschorst tot het niveau en binnen de grenzen van het naast de produkten vermelde communautaire tariefcontingent :

Volg-nummer	Nr. van het gemeenschappelijk douanetarief	Code van GN (1)	Omschrijving	Omvang van het contingent	Contingent-recht
09.2783	ex 39.01 C VII b) 2	ex 3907 20 19 ex 3907 20 90	Polyether, met polyacrylonitrilketens, ook indien styreen bevattend	5 000 ton	0 %

Binnen de grenzen van dit tariefcontingent passen Spanje en Portugal douanerechten toe berekend volgens de desbetreffende bepalingen in de Toetredingsakte.

2. Indien een importeur melding maakt van op handen zijnde invoer van het betrokken produkt in een Lid-Staat en indien hij verzoekt om voor het contingent in aanmerking te komen, gaat de betrokken Lid-Staat, door middel van een kennisgeving aan de Commissie, over tot opneming van een hoeveelheid die overeenstemt met zijn behoeften, voor zover het beschikbare saldo van het contingent zulks toelaat.

3. De opnemingen krachtens lid 2 zijn geldig tot het einde van de contingentperiode.

Artikel 2

1. De Lid-Staten treffen alle dienstige maatregelen opdat de opnemingen krachtens artikel 1, lid 2, zonder onderbreking kunnen worden afgeboekt op hun gecumuleerde aandeel in het communautaire contingent.

2. Elke Lid-Staat waarborgt de importeurs van het betrokken produkt vrije toegang tot het contingent zolang het saldo van het contingent zulks toelaat.

3. De Lid-Staten boeken de ingevoerde hoeveelheden op hun opnemingen af naar gelang het betrokken produkt bij de douane ten invoer in het vrije verkeer wordt aangegeven.

-
- (1) De nummers in de kolom "Nr. van het gemeenschappelijk douanetarief" worden met ingang van 1 januari 1988 vervangen door die in de kolom "code van de gecombineerde nomenclatuur".

4. De uitputtingsgraad van het contingent wordt vastgesteld op grond van de ingevoerde hoeveelheden die op de in lid 3 omschreven wijze zijn afgeboekt.

Artikel 3

Op verzoek van de Commissie stellen de Lid-Staten de Commissie op de hoogte van de invoer van het betrokken

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

produkt die daadwerkelijk van het contingent is afgeboekt.

Artikel 4

De Lid-Staten en de Commissie werken nauw samen om te bereiken dat deze verordening wordt nageleefd.

Artikel 5

Deze verordening treedt in werking op de dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Voor de Raad

De Voorzitter

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

- I. Quelle est la justification principale de la mesure?
Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables
- II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées
En particulier :
- Y a-t-il un grand nombre de PME ?
 - note t'on des concentrations dans des régions :
 - éligibles aux aides régionales des E.M. ?
 - éligibles au Feder ?
- III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?
Néant
- IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?
Néant
- V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON
- Lesquelles ?
- VI. Quel est l'effet prévisible ?
- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.
 - sur l'emploi ?
Maintien ou amélioration de l'emploi
- VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON
- avis des partenaires sociaux.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

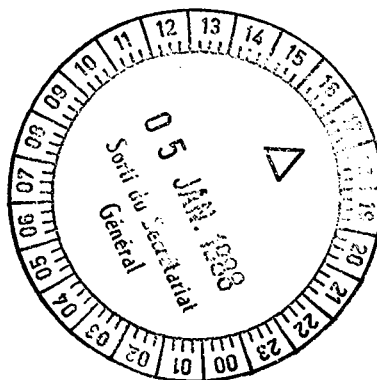
COM(87) 664 final

Brussels, 9 December 1987

Proposal for a COUNCIL REGULATION (EEC)

opening, allocating and providing for the administration of a
Community tariff quota for certain quality of
polyether

(submitted by the Commission)



COM(87) 664 final

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. Following receipt of a request from the Belgian authorities, the Commission services examined in conjunction with government experts, the possibility of opening a duty-free tariff quota for a certain type of polyether, in order to counter the temporary cessation of production by a factory which suffered explosion damage.
2. This examination indicated that the opening of a 5 000 tonnes duty-free tariff quota for polyether with polyacrylonitrile chains, with or without styrene, for a period from 1st December 1987 to 31 January 1988, would receive unanimous support from Member States and would not disturb the Community market for the products in question.

This is the purpose of this proposal.

Proposal for a

COUNCIL REGULATION (EEC)

opening, allocating and providing for the administration of a Community tariff quota for certain quality of polyether

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 28 thereof,

Having regard to the proposal of the Commission,

Whereas the Community currently depends on imports from third countries for its supplies of polyether with polyacrylonitrile chains, whether or not containing styrene, depends at present and temporarily on imports; whereas it is in the Community's interest to fully suspend the normal duty applicable

product in question, within a Community tariff quota of an appropriate volume; whereas in order not to interfere with the prospects for developing fruit production in the Community and at the same time ensure an adequate supply to satisfy user industries, it is advisable to limit the benefit of the tariff quota to a quantity of 5 000 tonnes to open the quota for the period 1 December 1987 to 31 January 1988.

Whereas it is in particular necessary to allow all Community importers equal and uninterrupted access to the quota and to ensure uninterrupted application of the rates laid down for that quota to all imports of the products concerned into all Member States until the quota has been used up; whereas, in the present case, it seems advisable not to allocate this quota among the Member States but to allow them to draw against the quota volume such

quantities as they may need, under the conditions and according to the procedure specified in Article 1 (2); whereas this method of management requires close cooperation between the Member States and the Commission and the latter must, in particular, be able to monitor the rate at which the quota is being used up and inform the Member States thereof;

Whereas, since the Kingdom of Belgium, the Kingdom of the Netherlands and the Grand Duchy of Luxembourg are united within, and jointly represented by, the Benelux Economic Union, all transactions concerning the administration of shares allocated to that economic union may be carried out by any of its members,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

1. From the date of entry into force of this Regulation and until 31 January 1988, the customs duty applicable to imports of the products listed below shall be suspended at the level and within the limits of a Community tariff quota as follows :

Order No	CCT No	Combined Nomenclature code (1)	Description	Volume of quota	Quota duty
09.2783	ex 39.01 C VII b) 2	ex 3907 20 19 ex 3907 20 90	Polyether with polyacrylonitrile chains, whether or not containing styrene	5 000 tonnes	0 %

Within the limits of this tariff quota, Spain and Portugal shall apply customs duties calculated in accordance with the relevant provisions in the Act of Accession.

2. If an importer indicates that he is about to import the product in question into a Member State and requests the benefit of the quota, the Member State concerned shall inform the Commission and draw an amount corresponding to these requirements to the extent that the available balance of the reserve so permits.

3. The shares drawn pursuant to paragraph 2 shall be valid until the end of the quota period.

Article 2

1. Member States shall take all appropriate measures to ensure that they draw from the quota in accordance with Article 1 (2) in such a way that imports may be charged without interruption against their aggregate shares of the Community quota.
2. Each Member State shall ensure that importers of the said goods have access to the quota so long as the residual balance of the quota volume so permits.
3. Member States shall charge imports of the said goods against their drawings as and when the goods are entered for free circulation.

-
- (1) The numbers indicated in the column "Combined Nomenclature code" will replace those in the "Common Customs Tariff No" column from 1 January 1988.

4. The extent to which the quota has been used up shall be determined on the basis of the imports charged in accordance with paragraph 3.

Article 3

At the request of the Commission, Member States shall inform it of imports actually charged against the quota.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

Article 4

The Member States and the Commission shall collaborate closely in order to ensure that this Regulation is complied with.

Article 5

This Regulation shall enter into force on the first day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

For the Council

The President

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

- I. Quelle est la justification principale de la mesure?
Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables
- II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées
En particulier :
- Y a-t-il un grand nombre de PME ?
 - note t'on des concentrations dans des régions :
 - éligibles aux aides régionales des E.M. ?
 - éligibles au Feder ?
- III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?
Néant
- IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?
Néant
- V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON
- Lesquelles ?
- VI. Quel est l'effet prévisible ?
- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.
 - sur l'emploi ?
Maintien ou amélioration de l'emploi
- VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON
- avis des partenaires sociaux.

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(87) 664 endelig udg.

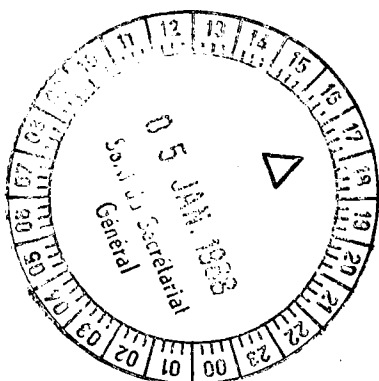
Bruxelles, den 9. december 1987

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om åbning, fordeling og forvaltning af et fællesskabstoldkontingent
for visse typer polyethere

(forelagt af Kommissionen)



KOM(87) 664 endelig udg.

BEGRUNDELSE

1. Efter at have modtaget en anmodning fra de belgiske myndigheder har Kommissionens tjenestegrene i samarbejde med regeringens eksperter undersøgt muligheden for åbning af et toldfrit fællesskabstoldkontingent for en bestemt type polyethere for at modvirke et midlertidigt produktionsstop som følge af en eksplosion i en producerende fabrik.
2. Undersøgelsen viste, at åbning af et toldfrit kontingent på 5 000 tons for polyethere med acrylonitrilkæder, også med indhold af styren, i perioden fra 1. december 1987 til 31. januar 1988, ville møde enstemmig støtte fra medlemsstaterne og ikke ville skade Fællesskabets marked for disse varer.

Dette er formålet med nærværende forslag.

Forslag til
RÅDETS FORORDNING (EØF)

om åbning, fordeling og forvaltning af et fællesskabstoldkontingent
for visse typer polyethere

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab, særlig artikel 28,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, og

ud fra følgende betragtninger:

Fællesskabets forsyning med polyethere med acrylonitrilkæder, også med indhold af styren, afhænger for tiden af indførsler fra tredjelande; det er i Fællesskabets interesse fuldstændigt at suspendere den gældende toldsats for den pågældende vare inden for rammerne af et fællesskabstoldkontingent af passende størrelse; for ikke at skade mulighederne for udviklingen af produktion af denne vare i Fællesskabet, samtidig med at der sikres de forarbejdende industrier tilstrækkelige forsyninger, bør fordelingen ved dette toldkontingent begrænses til en mængde på 5 000 tons, og kontingentet bør åbnes for perioden fra 1. december 1987 til 31. januar 1988;

der bør navnlig skabes sikkerhed for lige og vedvarende adgang for alle Fællesskabets importører til nævnte kontingent samt for anvendelse uden afbrydelse af de for dette kontingent fastsatte satser ved enhver indførsel af den pågældende vare i samtlige medlemsstater, indtil kontingentet er opbrugt; i det foreliggende tilfælde er det imidlertid ikke hensigtsmæssigt at fastsætte en fordeling mellem medlemsstaterne, uden at dette dog er til hinder for, at disse i henhold til betingelserne og fremgangsmåden i artikel 1, stk. 2, trækker på kontingentet, i det omfang de har behov herfor; denne form for forvaltning kræver et snævert samarbejde mellem medlemsstaterne og Kommissionen, som især skal kunne følge udnyttelsesgraden af det samlede kontingent og underrette medlemsstaterne herom;

da Kongeriget Belgien, Kongeriget Nederlandene og Storhertugdømmet Luxembourg er forenet i og repræsenteres af den økonomiske union Benelux, kan enhver disposition vedrørende forvaltningen af de kvoter, der tildeles nævnte økonomiske union, træffes af et af dens medlemmer -

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

Fra datoen for ikrafttrædelsen af denne forordning og indtil den 31. januar 1988 suspenderes toldsatsen som anvendes ved indførsel af nedenævnte varer til det niveau og inden for rammerne af det fællesskabstoldkontingent, som er anført herfor:

Løbenr.	Position i den fælles toldtarif	KN-kode (1)	Varebeskrivelse	Kontingent- mængde (tons)	Kontingenttold (%)
09.2783	ex 39.01 (C VII b) 2	ex 3907 20 19 ex 3907 20 91	Polyethere med acrylonitrillæder, også med indhold af styren	5 000	0

Inden for rammerne af dette toldkontingent anvender Spanien og Portugal toldsatser beregnet i henhold til de bestemmelser, der er fastsat herom i tiltrædelsesakten.

2. Såfremt en importør afgiver meddelelse om en forestående indførsel af den pågældende vare i en medlemsstat og anmoder om en andel af kontingentmængden, trækker den pågældende medlemsstat gennem en meddelelse til Kommissionen en mængde svarende til behovet, i det omfang den tilbageværende kontingentmængde tillader det.
3. De kvoter, der trækkes i henhold til stk. 2, gælder indtil udløbet af kontingentets gyldighedsperiode.

Artikel 2

1. Medlemsstaterne træffer alle hensigtsmæssige foranstaltninger for at sikre, at de mængder, de har trukket i henhold til artikel 1, stk. 2, gør det muligt uden afbrydelse at foretage afskrivninger på deres samlede andel af fællesskabskontingentet.
2. Medlemsstaterne sikrer importørerne af den pågældende vare fri adgang til kontingentet, så længe den tilbageværende kontingentmængde tillader det.
3. Medlemsstaterne afskriver indførslerne af den pågældende vare på deres træk, efterhånden som varerne forelægges i tolden med angivelse til fri omsætning.
4. Kontingentets udnyttelsesgrad konstateres på grundlag af de indførsler, der afskrives på de i stk. 3 opstillede betingelser.

(1) Fra den 1. januar vil det tal, der er angivet i kolonnen: "KN-kode" erstatte de i kolonnen: "Position i den fælles toldtarif".

Artikel 3

På anmodning fra Kommissionen underretter medlemsstaterne denne om de indførsler af den pågældende vare, der reelt er afskrevet på kontingentet.

Artikel 4

Medlemsstaterne og Kommissionen indgår et snævert samarbejde for at sikre, at denne forordning overholdes.

Artikel 5

Denne forordning træder i kraft dagen efter offentliggørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Formand

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

- I. Quelle est la justification principale de la mesure?
Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables
- II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées
En particulier :
- Y a-t-il un grand nombre de PME ?
 - note t'on des concentrations dans des régions :
 - éligibles aux aides régionales des E.M. ?
 - éligibles au Feder ?
- III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?
Néant
- IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?
Néant
- V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON
- Lesquelles ?
- VI. Quel est l'effet prévisible ?
- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.
 - sur l'emploi ?
Maintien ou amélioration de l'emploi
- VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON
- avis des partenaires sociaux.

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM (87) 664, τελικό

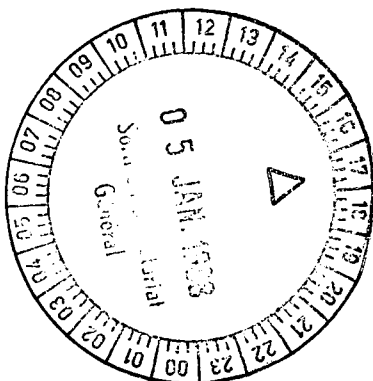
Βρυξέλλες, 9 Δεκεμβρίου 1987

ΠΡΟΤΑΣΗ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για το άνοιγμα, την κατανομή και τον τρόπο διαχείρισης μιας κοινοτικής
δασμολογικής ποσόστωσης για ορισμένα προϊόντα

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)

COM(87) 664, τελικό



ΕΙΣΗΓΗΤΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

1. Κατόπιν αιτήματος που υποβλήθηκε από τις βελγικές Αρχές, οι υπηρεσίες της Επιτροπής προέβησαν στην εξέταση, σε συνεργασία με τους κυβερνητικούς εμπειρογνώμονες, της πιθανότητας να ανοιχτεί για ορισμένες ποιότητες πολυαιθέρα, κοινοτική δασμολογική ποσόστωση με δασμό μηδέν, για την αντιμετώπιση παροδικής αδυναμίας εφοδιασμού του εργοστασίου παραγωγής που υπέστη ζημιές από έκρηξη.
2. Η εξέταση αυτή έδειξε ότι η επιλογή του ανοίγματος κοινοτικής δασμολογικής ποσόστωσης μη δασμό μηδέν για τον πολυαιθέρα, με αλύσους πολυακρυλονιτριλίου, έστω και περιέχοντος στυρένιο για ποσότητα 5.000 τόνων και για την περίοδο από 1ης Δεκεμβρίου 1987 έως τις 31 Ιανουαρίου 1988, θα μπορούσε να γίνει δεκτή ομόφωνα από τα Κράτη μέλη, χωρίς επιπλέον, να διαταράζει την κοινοτική αγορά των εν λόγω προϊόντων.

Αυτό είναι το θέμα της παρούσας πρότασης.

Historical Archives of the European Commission

ΠΡΟΤΑΣΗ
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ)
ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για το άνοιγμα την κατανομή και τον τρόπο διαχείρισης μιας κοινο-
τικής δασμολογικής ποσόστωσης για ορισμένα προϊόντα

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη :

την πρόταση της Επιτροπής,

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και ιδίως το άρθρο 28,

Εκτιμώντας :

ότι ο εφοδιασμός της Κοινότητας σε πολυαιθέρα με αλύσους πολυακρυλονιτριλίου, έστω και περιέχοντος στυρένιο, εξαρτάται επί του παρόντος από εισαγωγές προελεύσεως τρί-
των χωρών· ότι συμφέρει την Κοινότητα να αναστείλει εντελώς τον κανονικό δασμό
που εφαρμόζεται για τα εν λόγω προϊόντα, εντός του ορίου μιας κοινοτικής δασμολογικής
ποσοστώσεως κατάλληλου μεγέθους· ότι για να μη θέσει σε κίνδυνο της προοπτικές
ανάπτυξης της παραγωγής του προϊόντος αυτού στην Κοινότητα, εξασφαλίζοντας τον ικα-
νοποιητικό εφοδιασμό των βιομηχανιών που τα χρησιμοποιούν, πρέπει να περιορίσει το
ευεργέτημα της δασμολογικής ποσόστωσης σε ποσότητα 5.600 τόννων, να ανοιχτεί αυτή
η ποσόστωση για την περίοδο από την 1η Δεκεμβρίου 1987 μέχρι τις 31 Ιανουαρίου 1986·

ότι πρέπει να εξασφαλιστούν, ιδίως, η επί ίσοις όροις και
συνεχής πρόσβαση όλων των εισαγωγέων της Κοινότητας
στην εν λόγω ποσόστωση και η αδιάλειπτη εφαρμογή των
δασμών που προβλέπονται για την ποσόστωση αυτή σε όλες
τις εισαγωγές του εν λόγω προϊόντος σε όλα τα κράτη μέλη,
μέχρι την εξάντληση της ποσοστώσεως· ότι στην παρούσα
περίπτωση, πρέπει να μην προβλεφθεί καταγομή μεταξύ των
κρατών μελών, με την επιφύλαξη της αναλήψεως από την

ποσότητα της ποσοστώσεως των ποσοτήτων που επαρκούν
για την κάλυψη των αναγκών τους σύμφωνα με τους όρους
και τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 1 παράγρα-
φος 2· ότι αυτός ο τρόπος διαχείρισεως απαιτεί στενή
συνεργασία μεταξύ των κρατών μελών και της Επιτροπής, η
οποία πρέπει, ιδίως, να μπορεί να παρακολουθεί το βαθμό
εξάντλησεως της ποσοστώσεως και να ενημερώνει σχετικά
τα κράτη μέλη·

ότι, δεδομένου ότι το Βασίλειο του Βελγίου, το Βασίλειο
των Κάτω Χωρών και το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμ-
βούργου είναι ενωμένα και αντιπροσωπεύονται από την
οικονομική ένωση Μπενελούξ, κάθε ενέργεια σχετικά με τη
διαχείριση των μεριδίων που αναλογούν στην οικονομική
αυτή ένωση είναι δυνατόν να πραγματοποιηθεί από ένα από
τα μέλη της

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ:

1. Από θέσεως σε ισχύ του παρόντος κανονισμού και έως τις 31 Ιανουαρίου 1988, οι δασμοί που εφαρμόζονται κατά την εισαγωγή των προϊόντων που περιγράφονται στη συνέχεια αναστέλλονται στο επίπεδο και μέσα στα όρια κοινοτικής δασμολογικής ποσόστωσης που αναφέρονται στον πίνακα που ακολουθεί :

Κωδικός αριθμός	Κλάση του Κοινού Δασμολογίου	Κωδικός της συνδυασμένης ονοματολογίας	Περιγραφή εμπορευμάτων	Ύψος της ποσόστωσης	Δασμοί
09.2783	EX 39.02 Γ VII β)2	EX 39.07 20.19 EX 39.07 20.90	Πολυαιθέρας με αλυσσους πολυαικριλονιτριλίου, έστω και περιέχοντος στυρένιο	5.000 τόνοι	0%

Μέσα στα όρια αυτής της δασμολογικής ποσόστωσης η Ισπανία και η Πορτογαλία εφαρμόζουν δασμούς που υπολογίζονται σύμφωνα με τις διατάξεις της πράξης προσχώρησης για το θέμα αυτό.

2. Αν ένας εισαγωγέας πρόκειται σύντομα να πραγματοποιήσει εισαγωγές του εν λόγω προϊόντος σε κράτος μέλος και ζητεί να του παραχωρηθεί στο κράτος μέλος αυτό το ευεργέτημα της ποσοστώσεως, το ενδιαφερόμενο κράτος μέλος προβαίνει, με σχετική κοινοποίηση προς την Επιτροπή, σε ανάληψη ποσότητας επαρκούς για την κάλυψη των αναγκών του, εφόσον το υπόλοιπο της ποσοστώσεως το επιτρέπει.

3. Οι αναλήψεις που πραγματοποιούνται κατ' εφαρμογή της παραγράφου 2 ισχύουν μέχρι τέλους της περιόδου διάρκειας της ποσοστώσεως.

Άρθρο 2

1. Τα κράτη μέλη θεσπίζουν όλες τις αναγκαίες διατάξεις, ώστε οι αναλήψεις που πραγματοποιούν κατ' εφαρμογή του άρθρου 1 παράγραφος 2 να καθιστούν δυνατό τον χωρίς διακοπή καταλογισμό των σχετικών ποσοτήτων στο συνολικό τους μερίδιο της κοινοτικής ποσοστώσεως.

2. Κάθε κράτος μέλος εξασφαλίζει στους εισαγωγείς του εν λόγω προϊόντος την ελεύθερη πρόσβαση στην ποσότητα, εφόσον το επιτρέπει το υπόλοιπο της ποσοστώσεως.

3. Τα κράτη μέλη προβαίνουν στον καταλογισμό των εισαγωγών του εν λόγω προϊόντος στα μερίδιά τους, στο βαθμό που για τα προϊόντα υποβάλλεται διασάφηση με σκοπό τη θέση σε ελεύθερη κυκλοφορία.

- (1) Οι κωδικοί που αναφέρονται στη στήλη "Κωδικός της συνδυασμένης ονοματολογίας" θα αντικαταστήσουν εκείνους της στήλης "Κλάση του Κοινού Δασμολογίου" από 1ης Ιανουαρίου 1988

4. Ο βαθμός εξαντλήσεως της ποσοτώσεως διαπιστώνεται με βάση τις εισαγωγές που καταλογίστηκαν σύμφωνα με τους όρους της παραγράφου 3.

Άρθρο 3

Τα κράτη μέλη πληροφορούν την Επιτροπή, μετά από αίτηση της, για τις εισαγωγές του εν λόγω προϊόντος που καταλογίστηκαν πράγματι στην ποσόστωση.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα του τα μέρη και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος

Βρυξέλλες,

Άρθρο 4

Τα κράτη μέλη και η Επιτροπή συνεργάζονται στενά για να εξασφαλίσουν την τήρηση του παρόντος κανονισμού.

Άρθρο 5

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα που ακολουθεί εκείνη της δημοσίευσής του στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Για το Συμβούλιο

Ο Πρόεδρος

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

- I. Quelle est la justification principale de la mesure?
Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables
- II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées
En particulier :
- Y a-t-il un grand nombre de PME ?
 - note t'on des concentrations dans des régions :
 - éligibles aux aides régionales des E.M. ?
 - éligibles au Feder ?
- III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?
Néant
- IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?
Néant
- V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON
- Lesquelles ?
- VI. Quel est l'effet prévisible ?
- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.
 - sur l'emploi ?
Maintien ou amélioration de l'emploi
- VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON
- avis des partenaires sociaux.

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(87) 664 final.

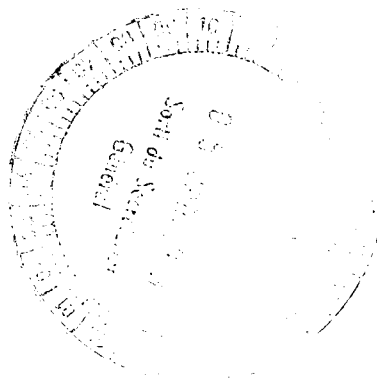
Bruselas, 9 de diciembre de 1987

Propuesta de REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece la apertura, reparto y modo de gestión de un
contingente arancelario comunitario para cierta
calidad de poliéster

(presentada por la Comisión)

COM(87) 664 final.



EXPOSICION DE MOTIVOS

1. Como consecuencia de una solicitud presentada por las autoridades belgas, los servicios de la Comisión han debido examinar, junto a expertos gubernamentales, la oportunidad de la apertura para ciertas calidades de poliéster, de un contingente arancelario con derecho cero, para afrontar la carencia momentánea de la unidad de producción, deteriorada por una explosión.
2. Este examen ha demostrado que la solución de la apertura de un contingente arancelario con derecho cero para el poliéster con cadenas de poliacrilonitrilo, incluso con estireno, de un volumen de 5.000 Toneladas para un período comprendido entre el 1 de diciembre de 1987 y el 31 de enero de 1988, podía recibir el acuerdo unánime de los Estados miembros y no perturbaría el mercado comunitario de los productos en cuestión.

Este es el objeto de la presente propuesta.

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece la apertura, reparto y modo de gestión de un contingente arancelario comunitario para cierta calidad de poliéster

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, su artículo 28,

Vista la propuesta de la Comisión,

Considerando que el abastecimiento de la Comunidad de poliéster con cadenas de poliacrilonitrilo, incluso con estireno, depende actual y momentáneamente de las importaciones procedentes de terceros países; que a la Comunidad le interesa suspender totalmente el derecho normal aplicable, para un contingente arancelario comunitario de un volumen apropiado; que, para no poner en peligro las perspectivas de desarrollo de la producción de este producto en la Comunidad, al mismo tiempo que se garantiza el abastecimiento satisfactorio de las industrias usuarias, es conveniente limitar el beneficio del contingente arancelario a una cantidad de 5.000 Toneladas y abrir este contingente arancelario para el período comprendido entre el 1 de diciembre y el 31 de enero de 1988;

Considerando que procede garantizar, en particular, el acceso igual y continuo de todos los importadores de la Comunidad al mencionado contingente y la aplicación ininterrumpida del tipo previsto para dicho contingente a todas las importaciones hasta que se agote el mismo; que en el caso presente, no es conveniente que se prevea el reparto entre los Estados miembros, sin perjuicio de la extracción de cuotas sobre el volumen contingentario, de las cantidades que correspondan a sus necesidades en las condiciones y según el procedimiento previsto en el apartado 2 del artículo 1; que dicho modo de gestión requiera una estrecha colaboración entre los Estados miembros y la Comisión, la cual, en particular, debe estar en condiciones de seguir el estado de agotamiento del volumen contingentario y de informar de ello a los Estados miembros;

Considerando que, al estar el Reino de Bélgica, el Reino de los Países Bajos y el Gran Ducado de Luxemburgo reunidos y representados por la unión económica Benelux, cualquier operación relativa a la gestión de las partes alicuotas asignadas a la misma puede ser efectuada por uno cualquiera de sus miembros,

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo primero

1. A partir de la fecha de entrada en vigor del presente Reglamento y hasta el 31 de enero de 1988, el derecho de aduana aplicable a la importación de los productos designados a continuación queda suspendido al nivel y dentro del límite de un contingente arancelario comunitario que se indica seguidamente:

Número de orden	Número del arancel aduanero común	Código de la nomenclatura combinada (1)	Designación de las mercancías	Volumen del contingente	Derecho contingentario
09.2783	ex 30.01 C VII b)2	ex 3907 20 19 ex 3907 20 91	Poliéter con cadenas de poli-acrilonitrilo, incluso con estireno	5.000 Toneladas	0 %

Dentro del límite de este contingente arancelario, España y Portugal aplicarán los derechos de aduana calculados con arreglo a lo dispuesto en la materia en el Acta de Adhesión.

2. Si un importador notificare una importación inminente del producto correspondiente a un Estado miembro, y solicitare beneficiarse del contingente, el Estado miembro interesado procederá, mediante notificación a la Comisión, la extracción de una cantidad que corresponda a sus necesidades, en la medida en que el saldo disponible de la reserva lo permita.

3. Las extracciones de cuotas efectuadas en aplicación del apartado 2 serán válidas hasta el final del período contingentario.

Artículo 2

1. Los Estados miembros adoptarán todas las disposiciones oportunas para que las extracciones de cuotas que se efectúen en aplicación del apartado 2 del artículo 1 hagan posibles las consignaciones, sin discontinuidad, a sus correspondientes partes acumuladas del contingente comunitario.

2. Cada Estado miembro garantizará a los importadores del producto de que se trate el libre acceso al contingente en la medida en que lo permita el saldo del volumen contingentario.

3. Los Estados miembros procederán a consignar sus importaciones del producto en cuestión sobre sus extracciones de cuotas a medida que los productos se presenten en aduana amparados por declaraciones de despacho a libre práctica.

(1) Los números mencionados en la columna "Código de la Nomenclatura Combinada" sustituirán a los que figuran en la columna "Número del arancel aduanero común" a partir del 1 de enero de 1988.

4. El estado de agotamiento del contingente se comprobará basándose en las importaciones asignadas, en las condiciones definidas en el apartado 3.

Artículo 3

A instancia de la Comisión, los Estados miembros le informarán de las importaciones realmente asignadas al contingente.

Artículo 4

Los Estados miembros y la Comisión colaborarán estrechamente con el fin de garantizar el cumplimiento del presente Reglamento.

Artículo 5

El presente Reglamento entrará en vigor el primer día siguiente a su publicación en el Diario Oficial de la Comunidades Europeas.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo
El presidente

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

- I. Quelle est la justification principale de la mesure?
Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables
- II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées
En particulier :
- Y a-t-il un grand nombre de PME ?
 - note t'on des concentrations dans des régions :
 - éligibles aux aides régionales des E.M. ?
 - éligibles au Feder ?
- III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?
Néant
- IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?
Néant
- V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON
- Lesquelles ?
- VI. Quel est l'effet prévisible ?
- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.
 - sur l'emploi ?
Maintien ou amélioration de l'emploi
- VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON
- avis des partenaires sociaux.

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(87) 664 final

Bruxelas, 9 de Dezembro de 1987

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

relativo à abertura, repartição e modo de gestão, de um contingente pautal
comunitário para certa qualidade de poliéster

(Apresentada pela Comissão)

COM(87) 664 final

Exposição de motivos

1. No seguimento de um pedido apresentado pelas autoridades belgas, os serviços da Comissão foram levados a examinar, com os peritos governamentais, a oportunidade de abrir para certa qualidade de poliéter, um contingente pautal a direito nulo, para fazer face à carência momentânea da unidade de produção, danificada por uma explosão.
2. Deste exame se concluiu que uma solução visando abrir um contingente pautal a direito nulo para o poliéter, com cadeias de poliacrilonitrilo, mesmo contendo estireno, de um volume de 5 000 toneladas para o período de 1 de Dezembro de 1987 a 31 de Janeiro de 1988, poderia recolher um acordo unanime dos Estados-membros, sem que perturbe o mercado comunitário dos produtos em questão.

É este o assunto da presente proposta.

PROPOSTA DE
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO
relativo à abertura, repartição e modo de gestão, de um contingente pautal
comunitário para certa qualidade de poliéster

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,
Tendo em conta a proposta da Comissão.

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia e, nomeadamente, o seu artigo 28º,

Considerando que o aprovisionamento da Comunidade em poliéster, com cadeias de * de importações de países terceiros; que é do interesse da Comunidade suspender totalmente o direito normal aplicável

para os produtos em questão, dentro do limite dum contingente pautal comunitário de volume adequado; que, para não pôr em causa as perspectivas de desenvolvimento da produção desse produto na ** e, por outro lado, assegurar o aprovisionamento suficiente das indústrias utilizadoras, convém limitar o benefício do contingente pautal a uma quantidade de 5 000 toneladas abrir esse contingente pautal para o período de 1 de Dezembro de 1987 a 31 de Janeiro de 1988;

Considerando que se deve garantir, nomeadamente, o acesso igual e contínuo de todos os importadores da Comunidade a esse contingente e a aplicação, sem interrupção, das taxas previstas para esse contingente a todas as importações do produto em questão em todos os Estados-membros até ao esgotamento do contingente; que, no caso presente, não convém prever uma repartição entre os Estados-membros sem prejuízo do saque, no volume do

contingente, das quantidades que correspondem às suas necessidades, nas condições e de acordo com o procedimento previsto no nº 2 do artigo 1º; que este modo de gestão requer uma colaboração estreita entre os Estados-membros e a Comissão, a qual deve, nomeadamente, poder acompanhar a situação de esgotamento do volume do contingente e informar desse facto os Estados-membros;

Considerando que, pelo facto de o Reino da Bélgica, Reino dos Países Baixos e o Grão-Ducado do Luxemburgo estarem reunidos e representados pela União Económica do Benelux, qualquer operação relativa à gestão das quotas-partes atribuídas à referida União Económica pode ser efectuada por um dos seus membros,

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO:

Artigo 1º

1. A partir da data de entrada em vigor do presente regulamento e até 31 de Janeiro de 1988, o direito aduaneiro *** aplicação dos produtos abaixo designados é suspenso ao nível e no limite de um contingente pautal comunitário a seguir indicados:

*** aplicável na importa-

Nº de ordem	Código da NC	Designação das mercadorias	Volume do contingente	Direito do contingente
09.2743	ex 39.01 C VIII b 2	Poliéster, com cadeias de poliacrilonitrilo, mesmo contendo estireno	5 000 t	0 %

No limite desse contingente pautal, a Espanha e Portugal aplicarão os direitos calculados em conformidade com as disposições fixadas na matéria no Acto de Adesão.

2. Se um importador informar da realização iminente de importações do produto em questão num Estado-membro e pedir o benefício do contingente, o Estado-membro interessado procede, por via de notificação à Comissão, ao saque de uma quantidade correspondente às suas necessidades, na medida em que o saldo disponível do contingente o permita.

3. Os saques efectuados em aplicação do nº 2 são válidos até ao fim do período de contingenciamento.

- (1) Os números incluídos nesta coluna "Código da Nomenclatura Combinada" substituirão os que figuram na coluna "Número da pauta aduaneira com." a partir de 1 de Janeiro de 1988.

* poliacrilonitrile, mesmo contendo estireno, depende actual e momentaneamente

** Comunidade

Artigo 2º

1. Os Estados-membros tomarão todas as disposições necessárias para que os saques que efectuaram em aplicação do nº 2 do artigo 1º tornem possíveis as imputações, sem descontinuidade, nas suas partes acumuladas do contingente comunitário.

2. Os Estados-membros garantem aos importadores do produto em questão o livre acesso ao contingente tanto quanto o saldo do volume do contingente o permita.

3. Os Estados-membros procedem à imputação das importações do produto em questão nos seus saques à medida que os produtos forem apresentados na alfândega a coberto de declarações de introdução em livre prática.

4. A situação de esgotamento do contingente é verificada com base nas importações imputadas nas condições definidas do nº 3.

Artigo 3º

A pedido da Comissão, os Estados-membros informá-la-ão sobre as importações do produto em questão efectivamente imputadas no contingente.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas, em

Artigo 4º

Os Estados-membros e a Comissão colaborarão estreitamente para assegurar a observância do presente regulamento.

Artigo 5º

O presente regulamento entra em vigor no primeiro dia seguinte ao dia de publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

Pelo Conselho

O Presidente

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

- I. Quelle est la justification principale de la mesure?
Couvrir les besoins des industries communautaires à des conditions favorables
- II. Caractéristiques des entreprises concernées : Non recherchées
En particulier :
- Y a-t-il un grand nombre de PME ?
 - note t'on des concentrations dans des régions :
 - éligibles aux aides régionales des E.M. ?
 - éligibles au Feder ?
- III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?
Néant
- IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?
Néant
- V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON
- Lesquelles ?
- VI. Quel est l'effet prévisible ?
- sur la compétitivité des entreprises ? Permettre aux entreprises intéressées de concurrencer celles des pays tiers sur les marchés de la Communauté et des pays tiers.
 - sur l'emploi ?
Maintien ou amélioration de l'emploi
- VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON
- avis des partenaires sociaux.